



DES JOURNALISTES CENTRAFRICAINS TÉMOIGNENT

Histoires de courage



AVRIL 2015

panoseurope.org

Principalement présent en zone méditerranée-européenne et en Afrique centrale, l'Institut Panos Europe (IPE) a pour mission de favoriser le pluralisme des médias, de soutenir l'accès à une information indépendante, diversifiée et responsable et de contribuer à l'expression des populations.

L'IPE travaille avec l'ensemble des acteurs du secteur médiatique, de la Société civile et des pouvoirs publics, convaincus que chacun a son rôle à jouer, de façon complémentaire, en faveur du pluralisme médiatique. L'IPE soutient les initiatives de ses partenaires dans une démarche de responsabilité et de durabilité.

mediasupport.org

International Media Support (IMS) prend en charge les médias locaux dans les pays touchés par les conflits armés, l'homme, l'insécurité et la transition politique à travers des partenariats ainsi que des actions rapides et souples menées dans un esprit de collaboration. L'objectif est d'aider les médias locaux restés opérationnels et professionnels, même en les temps des crises.

Photo de couverture: Les personnes fuyant la violence en République centrafricaine au mois de septembre 2013. Photo: UNHCR / B. Heger

Toutes les photos, à l'exception de celles expressément mentionnées, sont reproduites avec l'aimable autorisation de ceux qui y figurent.

Contenu

Préface	4
Avant-propos	6
Chronologie	8
Carte indiquant le lieu des incidents	10
1. Contexte	11
2. Témoignages et meilleures pratiques	12
2.1 Les attaques physiques	13
2.2 Menaces et intimidations	17
2.3 Assassinats et tentatives d'enlèvement	32
2.4 Equipement et effets personnels détruits ou volés	37
2.5 Stress et questions psycho-sociales	40
3. Le journalisme sensible au conflit pour les journalistes centrafricains ..	44

Préface

Ce qui m'a le plus frappé en travaillant avec les journalistes centrafricains et écoutant les histoires relatées dans ce livret, c'est leur total désintéressement et leur engagement à s'assurer, d'une part, que leurs compatriotes reçoivent les informations vitales qui peuvent parfois leur sauver la vie, et d'autre part, que le monde apprenne ce qui se déroule dans leur pays. Leur courage est inlassable et fascinant.

Le courage et l'engagement de ces journalistes sont tels qu'ils ont accepté de partager leurs histoires avec la pleine conscience qu'en le faisant, et en nommant les auteurs dans certains cas, ils s'exposaient à des risques permanents.

En réfléchissant au travail que j'ai mené avec ces journalistes, je me suis rendu compte de la variété de situations interpellantes que nous ne maîtrisons pas correctement. Que dites-vous à une journaliste qui est passée à deux doigts de la mort après avoir été sauvagement battue, qui vous demande ce qu'elle peut faire pour chasser cette image de son esprit ? Que dites-vous à des journalistes qui, en dépit des menaces qu'ils reçoivent, continuent à fournir des informations, car ces dernières sont importantes pour la vie de leurs concitoyens ?

La réalité professionnelle de la plupart de ces journalistes centrafricains est de ne pas avoir accès aux mêmes ressources ni aux mêmes conditions de sécurité que leurs confrères internationaux, qui peuvent sauter dans le premier avion et s'en aller. En effet, ils sont déjà chez eux et doivent continuer leur travail de journaliste parce qu'ils croient en ce qu'ils font et sont engagés dans ce métier.

Pour moi, le fait d'éditer ce livret et d'essayer de proposer les meilleures pratiques professionnelles aux confrères centrafricains en ces circonstances est une expérience qui demande de l'humilité. Cela m'a juste confirmé qu'il y a beaucoup de travail à faire et beaucoup de choses à apprendre également. Mon souhait est que ce livret constitue, dans le pire des cas, un début de conversation, et nous permette de continuer à construire à partir des expériences apprises et des meilleures pratiques.

Une grande partie du travail qu'IMS a effectué en RCA, y compris ce livret, l'a

été en partenariat avec l'Institut Panos Europe. La présence constante de ses équipes sur le terrain - même durant les heures les plus tendues des récents événements - a permis de garder le contact avec les journalistes et de donner l'occasion à Simon Pierre Ndouba de récolter ces témoignages et réaliser ces différents portraits. Aux journalistes couvrant les conflits ou à nous qui essayons, de notre mieux, d'apporter une assistance au secteur des médias, ces témoignages constituent une terrible leçon de courage.

Ce livret est dédié à ces journalistes à travers le monde qui se trouvent parfois dans la situation peu enviable de devoir couvrir des conflits violents dans leur propre pays. Un journaliste le relève d'ailleurs ici à juste titre : "En cette période de conflits, je dirais que mon rôle de journaliste est confronté à un dilemme qui est celui d'exercer un métier risqué : choisir d'informer objectivement et s'attirer les foudres de l'un ou l'autre camp des belligérants ou ne rien dire et être un témoin coupable du silence radio face au chaos. Connaissant les risques, j'ai choisi l'objectivité".

Michelle Betz
Conseiller, International Media Support

Avant-propos

Les journalistes continuent de représenter, en très grand nombre, une cible des attaques à travers le monde. Ils sont notamment assassinés, enlevés, menacés de mort (ou leurs proches) et intimidés. Puisque nous écoutons souvent les témoignages des journalistes internationaux qui sont ciblés, il est également important que nous écoutions les témoignages de ces journalistes locaux qui couvrent les conflits meurtriers dans leur propre pays, dans leur propre cour. Car ces journalistes sont souvent les premiers à répondre, à sonner l'alarme pour les crises naissantes dans leur propre pays, et qui travaillent étroitement avec les homologues internationaux pour porter leurs histoires à la connaissance du monde entier.

La RCA a traversé diverses périodes d'instabilité et de violence. La plus récente crise a commencé en décembre 2012 lorsque les miliciens de la Seleka ont engagé une campagne militaire contre le gouvernement du Président François Bozize. La crise s'est développée depuis lors en une escalade de violence, touchant plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur de la RCA, ce qui représente, selon les Nations Unies (janvier 2014) un cinquième de la population centrafricaine.

Cette publication présente l'histoire de 18 journalistes centrafricains, tous victimes de diverses menaces, bastonnades et intimidations, pendant qu'ils effectuaient leur travail de reportage sur le conflit qui a déchiré leur pays entre 2012 et 2014. D'ailleurs, l'une de ces journalistes, Blanche Elisabeth Olofio, est morte à la suite des bastonnades qu'elle a subies. Son crime ? Celui d'être journaliste et d'avoir raconté les histoires de ses compatriotes vivant les affres d'un conflit véritablement odieux et vicieux.

Ces histoires sont importantes et fournissent une perspective différente de celle de leurs collègues internationaux qui peuvent rentrer à la fin de leur mission. Certains de ces journalistes centrafricains ont été contraints de fuir non seulement leurs villes, mais également leur pays, abandonnant derrière eux leurs familles ainsi que leurs biens, et n'ayant aucune idée sur ce que l'avenir leur réserve.

Les témoignages dans cette publication illustrent le fait que beaucoup devrait être fait dans le sens d'équiper les journalistes locaux avec les outils pour mieux gérer les situations de conflits, aussi bien en ce qui concerne

leur sécurité physique personnelle, que la manière de rendre compte des histoires relatives aux conflits. Bien que ces outils ne soient pas suffisants pour atténuer les dangers que courent les journalistes en couvrant les conflits, ils pourraient, à certains égards, les aider à s'en sortir avant, pendant et après les conflits.

International Media Support (IMS) travaille pour soutenir les médias dans les zones de conflits à travers le monde depuis 2001. Travaillant en Afrique depuis 2000, l'Institut Panos Europe soutient le secteur des médias afin d'y promouvoir le pluralisme et le professionnalisme. Nous, à International Media Support et à l'Institut Panos Europe, espérons qu'en partageant ces histoires, nous pouvons, d'une part, apporter une perspective plus profonde sur les défis qui interpellent quotidiennement les journalistes, et d'autre part, obtenir des idées supplémentaires sur l'action à mener pour les aider à mieux faire leur travail en toute sécurité.

Jesper Højberg
Directeur Exécutif
International Media Support

Pascal Berqué
Directeur général
Institut Panos Europe

Chronologie

- 2003 François Bozize prend le pouvoir avec l'appui des forces tchadiennes. Le Président d'alors, Ange-Félix PATASSE se trouve à l'étranger.
- 2005 Bozize est réélu lors d'une élection considérée comme libre et transparente après l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution.
- Janvier 2010 Le Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA) ouvre ses portes le 01er janvier, en remplacement de la Mission de Soutien à la Paix en RCA.
- 2011 Bozize gagne de nouveau l'élection présidentielle et sa coalition rafle les sièges à l'élection législative que les groupes de l'opposition qualifient d'entachée d'irrégularités.
- Août 2012 Des factions rebelles créent la Seleka.
- Octobre/Novembre 2012 La nouvelle coalition des rebelles Seleka contrôle le Nord et le Centre du pays.
- Décembre 2012 Les forces de la Seleka progressent vers la capitale Bangui. D'autres pays de la région envoient des renforts de troupes pour soutenir l'Opération de stabilisation régionale existante connue sous le nom de MICOPAX.
- Janvier 2013 Bozize signe l'accord de paix avec la Seleka et un gouvernement d'unité nationale est mis en place.
- Mars 2013 La Seleka poursuit ses avancées, contrôle la capitale et prend le pouvoir. Michel Djotodia se déclare Président et Bozize prend le chemin de l'exil.
- Juillet 2013 L'Union Africaine autorise une Opération de stabilisation, la MISCA, pour absorber et remplacer la MICOPAX en fin 2013.
- Août 2013 Djotodia prête serment, marquant ainsi le début d'une transition politique de 18 mois soutenue par les Chefs d'Etat africains.

Septembre 2013	Djotodia ordonne le démantèlement de la Seleka face à la violence croissante. Il lui est reproché de ne pouvoir contrôler les combattants. Les commandants de la Seleka sont impliqués dans les attaques contre les chrétiens et les églises au Nord-Ouest de la RCA.
Octobre 2013	La Résolution 2121 du Conseil de Sécurité de l'ONU étend le mandat de la BINUCA et sollicite les options pour fournir le soutien international supplémentaire à la MISCA
5 Décembre 2013	La Résolution 2127 du Conseil de Sécurité de l'ONU autorise la MISCA et les troupes françaises à protéger les civils et stabiliser le pays ; donne mandat pour les enquêtes sur les droits de l'homme et impose un embargo sur les armes. La France déploie des troupes supplémentaires face à la résurgence des attaques de la milice anti-Balaka à Bangui.
Janvier 2014	Djotodia et le gouvernement démissionnent sous la pression internationale. Cathérine SAMBA-PANZA est désignée Présidente de transition.
10 Avril 2014	La Résolution 2149 du Conseil de Sécurité de l'ONU autorise une Opération de Maintien de la Paix des Nations Unies qui commencera en Septembre 2014 et lance un appel pour les élections au plus tard en Février 2015.
Juillet 2014	Les rebelles musulmans de la Seleka et les groupes de vigilance chrétiens anti-Balaka s'accordent pour un cessez-le-feu provisoire lors des discussions de Brazzaville.
Août 2014	L'homme politique musulman Mahamat Kamoun est chargé de diriger le gouvernement de transition et annonce la formation d'un comité de 13 membres pour veiller sur l'application de l'accord de cessez-le-feu entre la Seleka et les milices chrétiennes.
Septembre 2014	Le Chef de l'Autorité Nationale des Elections, Dieudonné Kombo Yaya, déclare à RFI que les élections pourraient se tenir en fin 2015.

Carte indiquant le lieu des incidents



Powered by CartoDB © Mapbox © OpenStreetMap

Carte indiquant où les incidents décrits dans ce livret ont eu lieu.

1. Contexte

La récente crise en République Centrafricaine commença en 2012 lorsque la Seleka, une alliance des factions et milices rebelles, entama une campagne militaire contre le gouvernement du Président François Bozize. La crise s'est développée depuis lors en une guerre civile à grande échelle, touchant plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur de la RCA.

Les journalistes centrafricains risquent leurs vies en essayant d'informer leurs compatriotes dans des conditions de sécurité et techniques les plus pires.¹ Même avant le conflit actuel, les médias centrafricains ont été confrontés à des conditions difficiles. IREX a indiqué dans son Media Sustainability Index que: « Les professionnels des médias en République centrafricaine continuent à subsister malgré la dégradation des conditions de travail, les budgets de fonctionnement maigres, la vétusté des installations, et les obstacles techniques à la diffusion de leurs rapports. Ils font face à des tactiques de harcèlement du gouvernement, des suspensions, et autres moyens de dissuasion, en particulier en ce qui concerne les problèmes récurrents du pays, à l'instar de la corruption et du banditisme dans le sud-est. Tous ces facteurs compliquent la scène médiatique et créent un environnement largement insoutenable pour la presse. »²

La situation actuelle change d'heure en heure et les médias devraient jouer un rôle clé en fournissant des informations à la population. Comme l'a dit un journaliste centrafricain: « l'information en temps de crise doit être considérée au même titre que l'eau et la nourriture ».³

Les médias locaux n'ont pas été à l'abri et ont été fortement mis en danger dans la couverture de la crise, notamment les stations de radio confessionnelles. La situation en RCA affecte grandement le secteur des médias, touché tout comme les autres secteurs du pays.

2. Témoignages et meilleures pratiques

Inévitablement, les conflits sont sources de dangers et posent des défis de reportage pour les journalistes. Cela ne saurait être différent pour les journalistes centrafricains qui ont couvert le conflit dans leur propre pays entre 2012 et 2014. Nous avons régulièrement entendu les témoignages des journalistes internationaux qui couvrent les conflits comme ceux de la RCA. Ce qui est par contre plus rare, c'est d'entendre des journalistes qui, parfois en tant que personnes déplacées elles-mêmes, couvrent un conflit dans leur propre pays et essaient de faire leur travail dans des circonstances incroyablement difficiles.

L'Institut Panos Europe et IMS ont travaillé ensemble dans la collecte de ces divers témoignages de journalistes centrafricains couvrant le conflit alors qu'ils étaient extrêmement vulnérables aux agressions de toutes sortes - certains ont été battus, beaucoup d'autres intimidés ou menacés, tandis que d'autres ont dû fuir leur pays après des tentatives d'assassinat.

Tous ces témoignages sont des histoires de courage. Ils fournissent tous un aperçu unique de la vie de ces journalistes qui mettent leur vie en péril chaque jour en cherchant à informer leurs compatriotes. Bien que ces menaces continuent aujourd'hui encore, ces journalistes ont tous accepté de partager leurs noms et images.

Les témoignages ont été classés par type d'agression auquel les journalistes ont été confrontés. Comme nous allons le découvrir à la lecture, dans presque tous les cas, ce ne sont ni les balles ni les bombes qui ont constitué la plus grande menace pendant ce conflit, mais des concitoyens qui n'ont cessé d'intimider, de harceler ou de menacer les hommes et les femmes des médias.

A la fin de chaque section, nous proposons les meilleures pratiques et suggestions pour inspirer les journalistes qui se trouveraient dans les situations identiques.

2.1 Les attaques physiques

Bien que les bastonnades et les agressions physiques ne fussent pas aussi fréquentes que les menaces ou les intimidations, certaines ont été cependant mortelles. Au moins une journaliste, Blanche Olofio, est morte à la suite des coups qu'elle a endurés au début de l'année 2013. Elle est décédée 18 mois plus tard.

Ce qui est frappant, c'est que les deux incidents décrits ci-dessous sont survenus au début du conflit.



Blanche Elisabeth Olofio

Journaliste, Radio Bé-oko

Célibataire et mère de trois enfants, Blanche Olofio (34 ans) débute sa carrière de journaliste en 2003 à la Radio Bé-oko de Bambari. Femme engagée sur les ondes et dans sa vie privée, elle n'a qu'une raison d'être : le développement rural. Cette détermination la rend très populaire auprès des populations. Tout en dérangeant.

5 janvier 2013

Réfugiée dans un campement agricole depuis la fin décembre, Blanche Olofio est informée du pillage et de la destruction de sa maison située à Bambari, ville située à 300 km au nord-est de Bangui et tombée entre les mains de la Séléka fin décembre 2012. Malgré l'insécurité, elle tient à faire le déplacement pour se rendre compte de la situation et estimer elle-même les dégâts. A peine arrivée sur les lieux, son destin bascule... Blanche et quelques membres de sa famille se retrouvent face à face avec une quarantaine de Séléka. Arrivés en trombe en camionnettes ou juchés sur des motos, les hommes hurlent : «*Où est Olofio? Où est Olofio?* ». L'identifiant, l'un des assaillants se montre menaçant : «*Remets-moi le Thuraya [téléphone satellite] que Bozizé t'a donné*».

Blanche Olofio tente quelques mots d'explication. Les agresseurs ne veulent rien entendre et se jette sur elle. Blanche tombe par terre. Pendant des secondes interminables, ils vont la piétiner. Les coups de crosse se font de plus en plus violents, fracturent son visage. Un cousin qui tente de la défendre est mordu et perd un morceau de son oreille.

A moitié consciente, Blanche entend une voix appeler au calme : *«C'est une journaliste, il ne faut pas faire ça»...* La réponse fuse : *«Justement, ce sont eux qui donnent des renseignements»*. Galvanisés par cette violence et laissant derrière eux un corps meurtri, les assaillants quittent la maison en criant en sango *«Lo kouï awè, i goué. Mission ti é a yéké accomplie - Elle est morte. Partons. Notre mission est accomplie»*.

Commotionnée et inconsciente, Blanche Olofio est reconduite sur un chariot jusqu'au campement agricole où elle avait trouvé refuge. Pendant plusieurs jours, à l'abri des regards, elle y est soignée grâce aux vertus de la médecine traditionnelle.

Mais une rumeur circule... Invisible depuis l'agression, Blanche serait morte... Le 11 janvier 2013, quelle n'est pas la surprise de la journaliste d'apprendre l'annonce sa propre mort sur les ondes de Radio France Internationale (RFI). Cette information entraîne un élan d'indignation à l'échelle internationale. A Bambari, les associations féminines se mobilisent et dénoncent cet acte ignoble perpétré à l'encontre d'une femme, journaliste de surcroit. Elles réclament la restitution du corps et se rendent au campement. Blanche s'y trouve. En piètre état, mais en vie. Il est décidé d'emmener Blanche à l'Hôpital de Bambari. Un colonel-commandant la Séléka promet même une prise en charge médicale et alimentaire. Un engagement qu'il ne respectera finalement pas. Mais l'état de Blanche s'aggrave et le Bureau intégré des Nations Unies pour la Centrafrique (BINUCA) organise son évacuation – avec deux de ses enfants - sur Bangui le 20 janvier 2014.

Fortement affaiblie, l'état de santé de Blanche ne s'améliore pas véritablement. Seuls des soins à l'étranger pourraient lui être salutaire. Plusieurs organisations internationales se penchent sur son cas. Blanche sombre dans la dépression. *«Quand je croise les hommes en tenue ou que j'entends des détonations, je cherche à fuir. Le médecin me dit que pour me soigner, il faut sortir du pays. La Commission a décidé que je dois être évacuée. Depuis un mois, le papier se trouve au Trésor»*.

Elle garde toutefois l'espoir de revenir prochainement à la radio. *«Ce n'est pas ça qui va m'empêcher de faire mon métier»,* affirme-t-elle. *«Le métier de journaliste est un métier vraiment noble, mais, en RCA, les gens ont tendance à minimiser le travail des journalistes. A cela s'ajoute les risques que les journalistes prennent dans l'exercice de leur fonction»*.

Au moment de la rencontre, en mars 2014, malgré ce sursaut d'optimisme,

Blanche Olofio n'est plus que l'ombre d'elle-même, meurtrie au plus profond de son corps et de son âme. Elle décèdera quelques semaines plus tard, en juin 2014.

A l'annonce de sa mort, Jean Ignace Manengou (Président de l'Association des Radios Communautaires, ARC), très proche de Blanche durant ces mois de souffrance, aura ces mots : « *Que faire pour que des tragédies de ce genre ne se répètent plus? Que faire pour que ceux qui ont tué Blanche n'aient pas le dernier mot? Que faire pour que Blanche continue de vivre....?* »



Serge Léger Kokpakpa

Caméraman monteur, Télé Centrafrique

Pour Serge Léger Kokpakpa, l'image passe avant les mots. Caméraman à la Télé Centrafrique, il donne à voir l'actualité à travers la réalité de la vie. Filmer, être au plus près de l'événement, traduire les faits en image, tel le sens qu'il donne à son métier.

Avril 2013

Tout commence par un soir pluvieux d'avril 2013. Il est 18h00 et, de retour du travail, Serge prend un taxi en compagnie de deux cadets pour rentrer à Kpètènè, à

la périphérie sud de Bangui.

Arrivé au rond-point des Nations Unies, le taxi est serré par une camionnette qui l'oblige à s'arrêter. Six Séléka en descendent et apostrophent les passagers du taxi. L'un d'eux s'interroge sur cette interpellation. En réponse, un des agresseurs l'empoigne. Immédiatement après, les trois occupants du taxi sont jetés dans la camionnette sur des caisses de munition et prennent la direction de la Section de recherche et d'investigation (SRI) de la gendarmerie.

Quelques coups de crosse plus tard, ils sont conduits à l'Office central pour la Répression du Banditisme (OCRB) où l'on finit par expliquer à Kokpakpa que son cadet a arraché les boutons de l'uniforme d'un Séléka et doit donc le dédommager. Les trois infortunés doivent leur libération le lendemain à

une annonce de l'incident par Radio France Internationale (RFI), alertée par l'Agence France Presse (AFP) avec qui Serge collabore en qualité de pigiste. Mais ce n'est que partie remise.

Quelques mois plus tard, dans la nuit du 9 au 10 septembre 2013, alors qu'il vient de rentrer de Côte d'Ivoire où il a couvert l'Afro basket, Serge entend une détonation devant sa porte. Il est 00h30. La porte vole en éclats et des hommes armés pénètrent dans la maison terrorisant tous ses occupants et volant tout ce qu'ils peuvent. *«J'ai passé la nuit la plus sombre de toute ma vie»*, affirme Serge. Tout son matériel (la caméra et ses accessoires, un ordinateur portable, deux téléphones portables et un appareil photo numérique) ainsi que d'autres effets personnels (lit, horloge, valises) sont dérobés par les agresseurs qui menacent également d'emmener son dernier enfant âgé de 5 ans. Il doit recourir à un voisin pour trouver de quoi se vêtir.

Une plainte est déposée au parquet, à la gendarmerie et à l'OCRB. Rien n'y fait. Serge ne retrouvera jamais son matériel. Privé de son outil de travail, sa collaboration avec l'AFP est interrompue.

Mais, la vie n'étant pas faite que de malchance, Serge finit par reprendre du service avec l'agence de presse Reuters.

Meilleures pratiques

A cause du manque des ressources médicales locales tant pour les blessures aiguës que pour leur suivi, les conséquences d'une simple blessure peuvent être plus importantes que celles que pourraient connaître les journalistes dans les pays occidentaux. Autant que possible, la connaissance des premiers soins devraient être conseillée ainsi qu'une plus grande considération accordée à l'interdiction de fréquenter les zones où les risques de violence active sont élevés, même dans les pays dotés de meilleures ressources. Les formateurs proposant des programmes sur le développement des médias aux journalistes locaux devraient être conscients d'importants risques consécutifs aussi bien à la violence physique qu'à l'absence potentielle de soins de santé vitaux par la suite.

Dans leur cas respectif, Olofio ou Kopkapa ne pouvaient vraiment pas faire grand-chose pour se protéger. De façon idéale, les journalistes doivent avoir accès à la formation aux soins de premier secours quelque soit le lieu où ils se trouvent. Cependant, la réalité montre que cela n'est simplement pas possible dans les pays tels que la RCA. A l'avenir, il serait utile d'explorer les partenariats avec les organisations telles que le Comité International de la

Croix Rouge (CICR) ou Médecins Sans Frontières (MSF) pour s'assurer que les journalistes reçoivent la formation dont ils ont besoin.

La réalité est que les journalistes continueront à être la cible des attaques ; cependant ils doivent retenir qu'aucune histoire ne mérite d'y laisser sa vie.

2.2 Menaces et intimidations

Le risque le plus courant pour ces journalistes est de subir divers types de menaces et d'intimidations tant de la part des anti-Balaka que de la Seleka. La plupart des histoires qui suivent sont différentes ; cependant elles présentent des fortes similitudes.

Albert Stanislas Koumbobacko

Chef de service des reportages, Radio Centrafrique

Albert Stanislas Koumbobacko, ASK pour les fans, a fait son entrée à Radio Centrafrique en 1985. Depuis, il travaille au service des sports de la radio nationale.

31 juillet 2013

Rien, a priori, ne prédisposait ASK (*54 ans et sept enfants*) chef du service des reportages et du sport à Radio Centrafrique à la traversée du désert qu'il vient de connaître.

Grand chantre du fairplay devant l'éternel et commentateur passionné des rencontres de l'équipe nationale (les fauves du Bas-Oubangui) qu'il a accompagnée partout à travers la planète pour le compte de la «Radio du Sport» (la formule est de lui), ASK est rattrapé le 31 juillet 2013 par la crise politique qui affecte la RCA depuis décembre 2012.

Ce jour-là, encadré d'une dizaine d'éléments de sécurité, un membre du Conseil National de Transition (CNT, parlement provisoire) provoque le sauve-qui-peut des amateurs de football en faisant son entrée au stade, ordonnant d'arrêter une rencontre en cours, *«sinon il y aura un carnage»* précise-t-il.

Le compte-rendu de l'incident diffusé par Radio Centrafrique vaut à ASK un avertissement oral de la part du ministre de la Communication. Ce dernier reproche au journaliste de vouloir *«soulever la population contre les Séléka»*.

Deux autres «*bévues*» de ce type vont suivre dans la foulée. Elles entraînent la colère du même ministre qui ordonne une sanction contre l'imprudent : suspension d'antenne pour une durée indéterminée. Pendant huit mois, privé de micro, ASK broiera du noir. Il faudra attendre mars 2014 et le nouveau régime pour qu'ASK ravisse à nouveau ses fans par ses commentaires sportifs si passionnés.



Albert Mbaya

Directeur publication,
L'Agora

C'est le 14 juillet 2007 qu'Albert Mbaya (52 ans), diplômé de philosophie, crée le quotidien L'Agora. Rapidement, il parvient à hisser son journal au niveau des organes les

plus crédibles de Bangui. Les analyses qu'il délivre dans ses éditoriaux, mais également sur les ondes des radios nationales et internationales, en imposent autant ... que sa silhouette trapue dominée par un crâne chauve et luisant.

20 août 2013

Dans le quartier Miskine, occupé sur le tournage d'un documentaire consacré aux travaux de réhabilitation du siège du parlement centrafricain, Albert Mbaya croise soudain trois hommes armés appartenant selon toute vraisemblance à la coalition Séléka. «*Tu es journaliste ? De quel organe ? Où c'est l'argent, ou tu es mort ! Si tu étais un jeune, on devait t'abattre*», s'entend-il dire par ses agresseurs. Son sac et ses poches sont passés au peigne fin : il doit abandonner la caméra qu'il a empruntée, deux téléphones portables et une somme de 35 000 F CFA.

Passée la frayeur, Albert Mbaya reprend la barre du journal et sa liberté de journaliste. Fin décembre 2013, alors que la Séléka et les Anti-Balaka répandent la terreur dans les rues de Bangui, L'Agora publie «*Misca-Sangaris : un échec programmé ?*». Dans cet article, il exhorte les décideurs à ramener les Forces armées centrafricaines (FACA) au centre du jeu.

Dès la sortie du journal, Albert Mbaya reçoit un appel téléphonique : «*Nous avons lu votre article. Vous demandez le retour des FACA ? On va venir vous cher-*

cher...». Vivement interpellé par cette menace anonyme, Albert Mbaya décide de mettre son épouse et ses enfants dans la première pirogue à destination de Zongo, la ville voisine située juste de l'autre côté du fleuve en République démocratique du Congo.

Pour assurer sa propre sécurité, pendant plusieurs semaines, Albert Mbaya va changer de toit pratiquement tous les soirs. Déterminé, réunissant discrètement sa rédaction dans des lieux anonymes, il continue à produire son journal.

Cette vie de bohémien de la plume s'achèvera au bout de quelques semaines, après la démission de Michel Djotodia et le départ des éléments de la Séléka.



Geoffroy Hyacinthe Dotté Babot

Directeur de publication, Dernière Minute

Après une formation de base en sciences humaines et sociales suivie à l'Université de Bangui, Geoffroy Hyacinthe Dotté Babot fait ses débuts dans la profession, en avril 2006, au quotidien « Le Démocrate ». Il y restera jusqu'en juin 2012. Il est alors engagé comme analyste à l'Observatoire des Médias en Centrafrique (OMCA) lorsque s'y ouvre un service de monitoring en juin 2012. Après le pillage de l'organisme d'autorégulation lors la chute du régime du Président Bozizé, Geoffroy décide de créer le quotidien « Dernière Minute », dont il est le Directeur de publication.

Août 2013

Le journalisme est un métier à risque. A 40 ans, Geoffroy Hyacinthe Dotté Babot l'a appris à ses dépens un soir du mois d'août 2013, après avoir interrogé Michel Djotodia, le chef de la coalition Séléka et nouvel homme fort de Bangui, lors d'une conférence de presse. 72 heures après ce face-à-face, deux appels téléphoniques passés à partir d'un numéro masqué lui conseillent désormais de rester tranquille.

Le lendemain, ne se doutant de rien, il se rend au kiosque du Groupement des Editeurs de la Presse privée indépendante de Centrafrique (GEPPIC) où il retire un communiqué de presse signé au nom du Collectif de soutien au

général Dhafane, chef d'un des mouvements composant la coalition Séléka et emprisonné un mois plus tôt pour atteinte à la sûreté du nouveau régime.

En début de soirée, alors qu'il quitte le cybercafé où il a l'habitude de faire son journal, Geoffroy reçoit un appel sur son téléphone portable. Il croit reconnaître la voix familière d'un confrère qui lui demande sa position pour le rejoindre afin de discuter d'un sujet de publiereportage et d'annonces publicitaires. Sans se soucier, il se rend donc au point de rencontre convenu. Mal lui en prend. A ce moment, un véhicule s'arrête à sa hauteur. Un homme élancé en treillis et turban en descend, la pointe avec une arme et le force à monter.

Après plusieurs tours dans le même quartier, le véhicule s'éloigne à toute vitesse avec ses occupants dont l'un va glisser une cagoule sur le visage du journaliste.

Cinq minutes plus tard, les malfrats s'arrêtent et font descendre Geoffroy pour le soumettre à un interrogatoire musclé, au prétexte de documents trouvés sur lui. Au passage, ils lui volent son téléphone, son dictaphone ainsi que tout son argent, 42 000 FCFA.

Après un bref échange des ravisseurs en arabe, le véhicule redémarre. Le jeune patron de la « Dernière Minute » croit son heure venue. *« J'avais la trouille totale ... Pour moi, c'était fini. »*, se souvient-il. *«Après quelques minutes de route, le véhicule s'est à nouveau arrêté et celui qui était assis à ma gauche a tendu sa main et a ouvert la portière pour me pousser dehors. Comme nous nous trouvions au bord du canal longeant l'Institut Pasteur, en face du Lycée Marie Jeanne Caron, je suis tombé directement dans l'eau. A ce moment, l'un deux ravisseurs m'a demandé d'ôter la cagoule et de la lui remettre à travers la vitre de la portière. Le dernier mot qu'il m'a dit, c'est : «Saches que c'est nous qui te connaissons. Toi, tu ne nous connais pas. Et tu ne nous a jamais vus. Nous ne t'avons rien fait. Nous te conseillons de garder ton silence et remercie ton Dieu. Mais, prochainement, tu sauras réellement qui nous sommes».*

Encore tout émotionné, le journaliste poursuit son récit. « Il y avait l'obscurité totale devant le Lycée Caron et j'ai progressé jusqu'au National Hôtel. Il faisait trop calme et j'ai demandé à savoir l'heure. Il était 23h43. J'ai gardé mon silence comme ils me l'avaient recommandé. Mais après trois jours, j'ai cru nécessaire de raconter cette agression à Monsieur Mokwapi, Président du Groupement des Editeurs de la Presse Privée Indépendante de Centrafrique (GEPPIC) et à quelques confrères. Malgré le changement de régime, les souvenirs me reviennent de temps à autres.»



Julien Bela

Directeur, Centrafrique Matin

Julien Bela (54 ans) est un enfant de la libéralisation médiatique qui traverse la République Centrafricaine au début des années 1990. En 1992, il crée l'hebdomadaire « L'Étendard de la Patrie » spécialisé dans la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion. Le succès est rapide et le tableau de chasse affiche de belles prises. En 2001, Julien Bela décide alors de baptiser son journal « Centrafrique Matin » et d'augmenter le rythme de parution. Le journal est ensuite suspendu, le directeur étant porté disparu. Il ressortira en 2003 avec la réapparition de son directeur, obligé d'en venir aux mains pour défendre des articles, il est vrai, parfois écrits au vitriol.

Septembre 2013

Julien Bela a toujours été conscient des risques du métier de journaliste en Centrafrique. Il est aussi prêt à les affronter comme ce fut le cas lorsqu'il fut convoqué par le ministre d'Etat et le Directeur Général du Comité Extraordinaire pour la Défense des Acquis Démocratiques (CEDAD).

Des muscles saillants, des yeux rougeoyant et une casquette rouge ou beige vissée sur la tête, Julien Bela ne craint donc pas les explications verbales ou physiques, encore moins les claquages de porte. En ce 30 septembre 2013, c'est donc *«logiquement»* qu'il reçoit du général une convocation à se rendre dans ses locaux. Présent à l'heure du rendez-vous, Bela s'entend dire par un proche collaborateur du ministre qu'il avait de la «chance» que ce dernier ait été contraint de s'absenter. Mieux ! Il apprend de ce même collaborateur qu'un article de Centrafrique Matin consacré à l'arrestation d'un journaliste français a fortement déplu au CEDAD. *«Est-il normal qu'il existe une prison secrète?»*, s'interroge notamment le journal, qui se demande par ailleurs ce qu'il adviendrait si le journaliste français, arrêté alors qu'il filmait un rond-point du centre-ville de Bangui, disparaissait sans laisser de trace.

Cette convocation n'impressionne nullement Julien Bela qui décide de maintenir le cap de sa ligne éditoriale. Toutefois, il prendra néanmoins le soin d'alerter quelques personnalités proches du régime. Il estime cette mesure de précaution nécessaire recevant régulièrement des appels anonymes dès que le journal consacre un article à un dignitaire de la Seleka.

«Nous te tenons à l'œil et pouvons te butter à tout moment», lui assène l'un d'eux tout en poursuivant «pourquoi parler de tout ce que les seleka font alors qu'il faut jouer le jeu de la paix».

Pour Julien Bela, la fin du régime Seleka ne pouvait donc mieux tomber : elle a mis un terme au harcèlement dont il faisait l'objet.



Maka Gbossokotto Directeur, Le Citoyen

On ne présente plus Maka Gbossokotto (62 ans), le directeur du quotidien « Le Citoyen » et président de l'Union des journalistes de Centrafrique (UJCA) depuis 10 ans, après avoir dirigé le Groupement des éditeurs de la presse privée indépendante de Centrafrique (GEPPIC). Ce que l'on sait moins, c'est que, en son jeune temps, Maka est entré au séminaire sous le nom de Rigobert Wapamala (Wapix pour les intimes). Mais il en claquera vite la porte pour rejoindre Dakar, où des études de philosophie lui font découvrir le marxisme. Ensuite, à Abidjan, Maka s'essaie au théâtre. Il en gardera le sens de la mise en scène et de la déclamation.

Octobre 2013

En réalité, Wapix se trouve au bon endroit au bon moment lorsque, sous la pression de l'opinion nationale et du célèbre Discours de La Baule (20 juin 1990), le président André Kolingba ouvre l'espace public en restaurant le multipartisme.

Wapix tourne alors une page de sa vie et entre sur la scène médiatique sous le nom de Maka Gbossokotto (serpent venimeux en langue Ngbaka) en fondant le journal satirique « *La Tortue Déchaînée* », sur les cendres duquel naît « *Le Citoyen* », le quotidien centrafricain indépendant.

Sous l'impulsion du petit homme trapu à la chevelure poivre et sel et au regard perçant qui met un soin particulier à négliger tenue, barbe et bureau, « *Le Citoyen* » hérite de l'humour corrosif de son ancêtre, auquel Maka ajoutera la pratique des éditoriaux kilométriques.

Fumeur invétéré et adepte des débats contradictoires, l'homme est un «*monument*» de la presse centrafricaine (la formule est du défunt ténor du barreau de Centrafrique, Maître Assingambi Zarambaud). Ni les séjours en prison, ni les ennuis judiciaires dont il fut l'objet n'ont brisé la verve journalistique de Maka, pas même le dernier procès de 2004 intenté par un proche du président François Bozizé, régulièrement brocardé dans les colonnes de son journal pour sa gestion de la société nationale d'électricité.

Même si au fil des années, de droits de réponse en procès, le *serpent venimeux* est amené à mettre de l'eau dans son venin, celui-ci garde encore suffisamment d'aigreur pour courroucer les barons de la Seleka, qui renversent le président Bozizé le 24 mars 2013 et installent à sa place Michel Djotodia Am non Droko.

Comme beaucoup d'autres confrères, Maka est convoqué le 1er octobre 2013 par le général, ministre d'Etat et directeur général du Comité Extraordinaire pour la Défense des Acquis Démocratiques (CEDAD), organe qualifié de «*police politique*» par les observateurs.

Maka Gbossokotto répond à cette convocation. En sa qualité de président de l'UJCA, il promet de faire lever tous les organes de presse contre le CEDAD et son chef si les actes d'intimidations contre les journalistes se poursuivent.

Visiblement assagi, Maka Gbossokotto préfère désormais la tranquillité de sa plantation de café à l'austérité du microcosme de la presse écrite banguissoise, aujourd'hui confrontée au désamour des lecteurs et exposée à la tentation du journalisme «*gombo*» pour survivre.

«*Laissez la politique aux hommes politiques!*», tonne-t-il ce 11 avril 2014 devant un jeune directeur de publication traduit devant l'Observatoire des Médias en Centrafrique (OMCA). Il est vrai qu'en pleine chasse aux musulmans, son journal a eu assez de lucidité et de professionnalisme pour publier dans son numéro 4 289 un reportage intitulé «*Deux heures au km5 sans avoir vu le diable*». L'article, consacré à la principale zone d'habitation des musulmans surnommée le «*couloir de la mort*» se montre rassurant quant aux nombreux préjugés stigmatisant ce quartier.

Il faut croire que l'artiste Gbossokotto s'est mué en vieux sage africain de la presse écrite.



Hippolyte Donossio

Reporter Réseau des Journalistes pour les Droites de l'Homme (RJDH) et correspondant RFI

Après avoir étudié la sociologie à l'Université de Bangui, Hippolyte Donossio se présente avec succès au concours d'entrée au Département des Sciences de l'Information et de la Communication (DSIC) qui ouvre ses portes en 2008. Il en ressort en août 2012 nanti d'une licence professionnelle en journalisme. Remarqué suite à un stage pratique à Radio Ndeke Luka et pour son second prix radio décerné par l'Institut Panos Paris à l'issue d'une session de formation pratique sur le journalisme sensible aux droits de l'Homme, Hippolyte est engagé dès la fin des études par Radio France Internationale (RFI) comme correspondant à Bangui. Le vent en poupe, il met autant de soin à faire son travail qu'à soigner son collier de barbe et à choisir ses costumes aux couleurs vives.

Décembre 2013

S'il n'avait pas été l'un des ténors de la jeune génération de journalistes centrafricains, Hippolyte Donossio aurait pu intégrer sans coup férir la Société des Ambianceurs et des Personnes élégantes (SAPE) grâce à son goût pour la recherche du beau.

Malheureusement, pour Hippolyte, ce bel avenir est compromis dès le mois d'avril 2013. Comme tous les habitants du quartier Boy-Rabé, il doit vivre et travailler en permanence avec la peur au ventre. Un raid des éléments de la coalition Seleka est si vite arrivé.

Les menaces personnelles l'obligent à vivre dans la semi-clandestinité. La situation s'envenime encore le 5 décembre 2013. Suite à l'offensive des milices anti-balaka sur Bangui, il est contraint, comme beaucoup d'autres Boy-rabiens, de trouver refuge au monastère de Ndrès.

Réfugié, il continue de travailler et livre sa vision du conflit en cours. Les deux belligérants s'offusquent de sa témérité. Ils lui en font part par des appels téléphoniques menaçant les 15, 27 et 28 décembre 2013.

Pour échapper à ces menaces, Donossio est «*contraint de quitter le pays pendant un mois (Janvier – Février 2014)*». Il est mis en chômage technique pour un an par RFI.

Aujourd'hui, indique-t-il, «Je suis obligé de quitter ma maison pour vivre dans une maison de location et de mener une vie discrète». Alors qu'il était en pleine ascension professionnelle, il est condamné à une «vie précaire, contraint de tout reprendre à zéro, subissant une perte de contact avec plusieurs organes de presse à cause de mon absence au pays, et souffrant d'un manque de moyen logistique et financier pour redémarrer mes activités».



Samuel Bogoto

Journaliste, Radio ICDI et Correspondant de Radio Ndeke Luka

Après une licence en droit obtenue à l'Université de Bangui en 1999, Samuel Bogoto s'essaie à la presse écrite avant de décrocher un stage au ministère de la Communication qui lui permet de faire le tour des médias publics et lui facilite le recrutement à Radio ICDI en 2007. Sa persévérance lui vaut ensuite également de devenir correspondant à Boali pour la Radio Ndeke Luka, première radio commerciale en République Centrafricaine.

Décembre 2013

En période de conflit, l'annonce de bilans peut produire des effets parmi les plus inattendus. C'est ce qu'a dû penser Samuel Bogoto (42 ans, père de deux enfants), correspondant de Radio Ndeke Luka à Boali (95 km au nord-ouest de Bangui).

Tout se passe bien (ou presque) jusqu'au 2 décembre 2013. Samuel Bogoto annonce au journal que des assaillants non identifiés ont attaqué à l'arme blanche un campement d'élèves, faisant, selon une source hospitalière, un mort et six blessés. Dès la diffusion de cette nouvelle, un appel téléphonique lui signale que le bilan est plutôt de 11 tués, ce qui lui est confirmé ensuite par la gendarmerie. Avant de pouvoir rectifier l'information, le correspondant est surpris par la vive tension qui s'empare de la ville dans la soirée. Des proches des familles d'élèves armés de gourdin vont et viennent, convaincus que le bilan de l'attaque du campement a été délibérément minimisé par le journaliste. En réalité, les corps d'autres victimes sont transférés à

l'hôpital après le passage de celui-ci.

Sentant le danger rôder autour de lui, Samuel se met à l'abri à l'église où de nombreuses autres personnes alertées par la tension ont déjà trouvé refuge. Le lendemain, le 3 décembre, des civils accompagnés d'une dizaine de Séléka armés arrivent à l'église et l'embarquent avec le curé. «*Tu vas t'expliquer devant le colonel! Pourquoi les gens sont réfugiés à l'église?*», lui lance cette foule, qui lui demande par ailleurs s'il n'est pas au courant de ce qui s'est réellement passé.

Le colonel souligne d'abord que «*depuis qu'ils sont là, ils n'ont pas fait de mal*». Il demande ensuite pourquoi dans son papier de rectification le journaliste a signalé que «*des Peuhls armés ont investi la ville*». Puis, il lui enjoint de rectifier l'information en indiquant en substance que «*ce sont les anti-balaka qui ont tué les Peuhls et non pas que les Peuhls sont armés de sagaies pour menacer*». Cette prescription est assortie d'une menace sans équivoque : «*Si tu ne le dis pas, tu vas voir!*». Il n'en faut pas davantage pour réduire à la clandestinité celui qui, de facto, n'est plus que l'ex-correspondant de Radio Ndeke Luka, ne pouvant désormais plus apparaître en public, aller à la recherche de l'information ou venir à la station. Il n'a plus d'autre choix que de quitter Boali pour gagner Bangui sur une moto, qui le récupère après une équipée à travers champs. Sa famille l'y rejoindra 72 heures plus tard.

Bien lui en prend puisque le même jour, Radio ICDI reçoit la visite des hommes de la Seleka qui accusent ses collaborateurs d'être «*complices des anti-balaka*». La radio ferme alors ses portes jusqu'au mois de mars 2014.

«Etre journaliste, cela a toujours été un métier à risque, surtout dans une situation de conflit. Il faut être vraiment professionnel et continuer à jouer son rôle, surtout en ce moment où le besoin d'information est énorme», conclut-il, ajoutant ne pas avoir de raison de se décourager car ayant embrassé le métier par passion. «Le pays a encore besoin des journalistes pour continuer le débat sur le droit d'informer et d'être informé».

Cyrus Emmanuel Sandy

Directeur, Médias Plus

Cyrus Emmanuel Sandy a étudié la philosophie à l'Université de Bangui. Il est Président de l'Association Nationale des Etudiants Centrafricains (ANECA) lorsque souffle le vent de la démocratisation emportant, au début des années 90, le régime du président André Kolingba. Les études universitaires et la lutte finies, Sandy adhère au Mouvement de Libération du Peuple Cen-

traficain (MLPC) d'Ange Félix Patassé, le successeur d'André Kolingba en octobre 1993. Il entre dans l'un des derniers gouvernements formés par ce dernier avant sa chute en mars 2003 au poste de ministre délégué chargé de l'Administration du Territoire.

Décembre 2013

Enseignant exigeant de philosophie que l'inculture insupporte, Sandy crée « *Médias Plus* » en février 2010. Il veut un quotidien indépendant qui mettra un point d'honneur à promouvoir la culture de l'excellence. La plume acérée de « *Médias Plus* » sert à pourfendre la médiocrité dans tous les domaines, en général, et chez les hommes politiques, en particulier.

Sandy connaît la prison sous le règne du président François Bozizé pour ses articles souvent qualifiés d'incendiaries. Il réussit également, dès le début de la crise, à se mettre à dos les Seleka et leurs ennemis jurés, les milices anti-balaka. Néanmoins, malgré les animosités diverses, Sandy intègre le Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire) en avril 2013.

La publication, le 19 décembre 2013, du film des événements du 5 décembre (attaque des milices anti-balaka sur la ville de Bangui tenue par la coalition Seleka) marque le coup d'envoi d'une série de coups de fils anonymes émanant des deux parties et destinés à intimider le directeur de « *Médias Plus* ». Alors que les seconds lui reprochent de ne pas aimer les musulmans et de taire notamment le bilan de l'attaque du 5 décembre, les premiers l'accusent d'avoir bénéficié d'une fuite d'information pour laquelle le directeur du journal et son informateur allaient être tués.

Serein, « *Médias Plus* » publie dans sa livraison du 14 janvier 2014 un article s'interrogeant sur le devenir des milices anti-balaka après la démission du président de transition, Michel Djotodia. Il n'en faut pas plus pour s'attirer les foudres de trois interlocuteurs anonymes qui promettent de s'occuper de Cyrus Emmanuel Sandy, lui reprochant de ne jamais faire de journal sans parler du président Bozizé, de son parti le Kwa Na Kwa (KNK) et des anti-balaka.

En date du 12 mars 2014, un chef politico-militaire des anti-balaka devenu un conseiller du Premier ministre, aurait, selon Cyrus Emmanuel Sandy, « *confié au directeur de publication du journal L'Harmattan que je dois m'attendre à une visite nocturne car je m'occupe trop d'eux et de lui en particulier* ».

Bien que verbales, toutes ces menaces minent littéralement la motivation du personnel de « *Médias Plus* », qui, malgré tout, continue à être publié dans la capitale centrafricaine.



Paul Marin Ngoupana

Radio Centrafrique, Rédacteur en chef

Journaliste et fier de l'être. Ainsi pourrait-on décrire Paul Marin Ngoupana (50 ans), le rédacteur en chef de Radio Centrafrique et correspondant à Bangui de l'agence de presse Reuters. Formé par Radio Centrafrique dans le cadre d'un projet soutenu par la coopération allemande, il totalise 24 ans d'expérience dont six passés à la presse présidentielle (entre 1996 et 2003, à l'époque d'Ange Félix Patassé) et une quinzaine à la rédaction de cette station, où Reuters

vient le chercher pour servir de correspondant.

Janvier 2014

Le drame de Paul Marin se noue au lendemain du 24 mars 2013 marquant le renversement du président François Bozizé et la prise du pouvoir de l'Etat par la coalition rebelle Seleka.

«J'ai fait une analyse de la situation politique qu'a traversée la RCA tout en situant les nouvelles autorités du pays sur des erreurs et pièges qui pouvaient replonger le pays dans l'impasse», explique-t-il. Par ailleurs, il «souligne le rôle que joue souvent l'entourage d'un chef d'état l'amenant parfois à devenir dictateur» et relève que «si François Bozizé était considéré comme un dictateur enrobé du clanisme et du tribalisme, c'est le résultat de ce rôle non objectif qu'a joué son entourage et que les nouvelles autorités devraient y faire attention».

Ce qu'il considère être une *«analyse en tant que rédacteur en chef de Radio Centrafrique»* lui sera fatale en décembre 2013 lorsqu'éclate la guerre entre la coalition Seleka et les milices anti-balaka.

«Le 18 janvier 2014 à 23 heures, puis le 19 janvier à 02 heures du matin et à 15h26mn, j'ai reçu des appels téléphoniques anonymes de personnes qui se réclamaient de Bozizé et qui me disaient: «Tu as insulté Bozizé, tu l'as traité de tout mais nous t'informons qu'il reviendra au pouvoir. Pourquoi n'as-tu pas déjà quitté le pays ? Tu vas payer. Nous te le ferons payer et promènerons ta tête dans toute la ville de Bangui. Tu es notre prochaine cible et saches que nous ne te raterons pas. On va te le prouver. Pour l'instant, tu échappes

parce que tu as encore un peu de chance mais nous te répétons que tu es notre prochaine cible. On te le dit déjà», affirme-t-il.

Informée par Paul Marin Ngoupana des menaces à son encontre, la ministre de la Communication saisit officiellement le Premier ministre, ses collègues de la justice et de la sécurité avec une plainte déposée auprès du Procureur de la République qui a même ouvert une enquête par le biais de la brigade criminelle.

Quant à l'Agence Reuters, vu les menaces pesant désormais sur son correspondant contraint à la clandestinité, elle n'a pas d'autres choix que d'aider Paul Marin à quitter le pays avec le concours du Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC).

«En cette période de conflits, je dirais que mon rôle de journaliste est confronté à un dilemme qui est celui d'exercer un métier risqué : choisir d'informer objectivement et s'attirer les foudres de l'un ou l'autre camp des belligérants ou ne rien dire et être un témoin coupable du silence radio face au chaos. Connaissant les risques, j'ai choisi l'objectivité».



Eloi Bellonghot

Directeur des informations,
Radio Centrafrique

Diplômé en lettres modernes et, par ailleurs, fervent protestant, Eloi Bellonghot s'apprête à boucler une décennie au poste de Directeur des informations de Radio Centrafrique lorsque survient la crise opposant les Antibalaka aux Séléka.

Janvier 2014

Avant de poser son sac à Radio Centrafrique où sa voix grave, son allure de boxeur et son sens de la formule sont désormais familiers aux Centrafricains, Eloi Bellonghot entame sa carrière dans la radio rurale, grâce à un diplôme de communicateur dispensé par la coopération allemande et d'un certificat en management octroyé par l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) en France.

Après avoir fait ses premières armes, entre 1998 et 2002, à Bouar (452 km au nord-ouest de Bangui) comme correspondant de la Radio rurale, il gravit

les échelons au pas de charge. De 2002 à 2004, il occupe successivement les postes de chef de service des correspondants régionaux et de chef de service des reportages et des sports à la Direction de l'information, dont il prendra la direction à la faveur d'un mouvement général en mars 2005.

Sa vie bascule au début de l'année 2014. Le 28 janvier, Eloi Bellonghot doit faire face à l'enlèvement de l'un de ses fils par des éléments appartenant aux milices Antibalaka. Quelques jours plus tard, à la mi-février, la diffusion des extraits d'un entretien avec un des responsables des Antibalaka contre qui un mandat d'arrêt est décerné, provoque le mécontentement dans la sphère gouvernementale.

Toutes les prévisions de couverture et les textes officiels devant impérativement passer par le cabinet du ministre de la Communication en vertu d'une mesure instaurée au début de la crise, la diffusion de cet entretien est perçue comme une faute grave. En présence des autres directeurs de la radio, la ministre le lui fait comprendre avec fermeté et en rappelant que tout document «à caractère politique» doit passer par le cabinet du ministre avant diffusion.

Depuis cet événement, le milieu ne donne pas cher de la tête du «D.I.» dans les couloirs de Radio Centrafrique. Mais, tel un boxeur, Eloi Bellonghot qui a déjà encaissé d'autres coups en dix-huit ans de carrière, fait le dos rond pour laisser passer la vague.



Ferdinand Samba

Directeur de publication, Le Démocrate

Ferdinand Samba est un homme de droit. Au début des années 80, il rejoint le Maroc où il étudiera à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Mohamed V, côtoyant sur les bancs l'étudiant qui montera sur le

trône en 1999 sous le nom de Mohamed VI. Il en sort nanti d'une Maîtrise en Droit public qui lui ouvre ensuite les portes de l'Université Sophia Antipolis de Nice, dont il sort en 1986 avec un Diplôme d'études approfondies en Droit et Economie du développement. De retour à Bangui, il fonde en 1998 le quotidien Le Démocrate.

Février 2014

Les violences anti-musulmanes battent leur plein dans le pays. Ferdinand Samba estime que son média doit réagir et traiter l'actualité comme il se doit. En accord avec sa rédaction, l'une des mieux équipées de Bangui, il décide d'y consacrer une série d'articles. Sa démarche journalistique n'est pas du goût de tous dans la capitale centrafricaine. Ferdinand reçoit plusieurs appels anonymes... «*Si vous continuez, on va faire sauter votre rédaction*», annonce, menaçant, un des interlocuteurs.

Deux semaines plus tard, un autre appel provenant vraisemblablement d'un chef antibalaka se fait plus conciliant : «On te connaît. Tu as même fait la prison pour défendre la liberté de la presse. Veux-tu que ces gens divisent le pays?»

Diverses et inquiétantes, ces menaces s'ajoutent au passage à tabac de l'un de ses collaborateurs.

Déterminés à poursuivre leur travail, Ferdinand Samba et son équipe prennent toutefois certaines dispositions : désormais, les collaborateurs du journal ne circulent pas au-delà d'un certain périmètre et d'une certaine heure.

Toutes ces difficultés ne suffisent apparemment pas à avoir raison de la détermination de Ferdinand Samba : «*Nous sommes rôdés. Nous gardons le moral et le cap*», répond-il à la question de connaître sa compréhension du rôle du journaliste dans cette période de crise.

Meilleures pratiques

La fréquence des faits suggère que les journalistes locaux doivent anticiper sur l'occurrence de ces types de menace, et si possible, sur leurs conséquences. L'objectif principal est de rester en sécurité. En planifiant la gestion de ce type de menace, les aspects tels que les facilités d'évacuation, les probables repréailles réelles, les plans de sauvetage de secours, doivent être pris en considération. En fonction de la nature de la menace, le journaliste (et/ou sa famille) pourrait se cacher et/ou chercher un endroit sûr pour y rester. Dans les cas extrêmes, le journaliste est obligé de quitter le pays.

Il existe d'autres étapes supplémentaires que les journalistes doivent observer pour accroître leur niveau de sécurité. Il s'agit entre autres de :

- Enregistrer et conserver les numéros de téléphone d'urgence, mieux, les mémoriser ou les noter sur un bout de papier (au cas où le téléphone est volé ou est déchargé). Il s'agit notamment des numéros du rédacteur en

chef, le parent le plus proche, des agents de sécurité et de tous les autres contacts dont vous pouvez avoir besoin en cas d'urgence.

- Conserver la documentation précise et chronologique de toute menace qu'on a reçue. Cette information doit comprendre l'heure à laquelle la menace a été proférée, le type de menace, le type de voix, ce qui a été dit, etc., ainsi que tout détail qui pourrait aider les autorités à mettre la main sur l'auteur de la menace.
- Ne pas entretenir de contacts avec quelqu'un qui vous appelle en proférant des menaces ou qui vous intimide.
- Posséder le numéro portable d'un officier supérieur dans l'armée ou la police.
- Connaître le bon moment pour se désengager d'une situation menaçante et ne pas répondre de telle sorte qu'il y ait une escalade des hostilités de la part de la personne qui profère les menaces.

2.3 Assassinats et tentatives d'enlèvement

Il y a eu de nombreux cas d'assassinats et de tentatives d'enlèvement en RCA. Voici deux histoires d'illustration.



Landry Ulrich Nguéma Ngokpélé

Directeur de publication, Le
Quotidien de Bangui

Landry Nguema Ngokpélé a étudié le marketing au Collège préparatoire international (CPI). En 2011, alors qu'il s'appête à soutenir son mémoire pour l'obtention de son brevet de technicien supérieur

(BTS), son père, Michel Ngokpélé, fondateur et directeur de publication du «Quotidien de Bangui» (LQB) décède. En hommage au paternel, Landry décide de relever le défi et de reprendre le flambeau.

Octobre 2013

Tel père, tel fils. Devenu Directeur de publication par la force des choses, Landry Ngokpélé a rapidement découvert la réalité du monde de la presse en Centrafrique.

Parutions irrégulières du journal, gestion des invendus, course au scoop font désormais partie de son quotidien de jeune patron de presse. DP d'un journal sans siège, presque sans personnel et sans équipement, Landry en est réduit à travailler au cybercafé ou chez le voisin, souvent à des heures indues, pour tenter de conserver le statut de quotidien.

Un soir, sur le chemin du retour après avoir bouclé son journal, il manque de se faire heurter par un véhicule dont la voix familière de l'occupant, qui le rappelle au respect du code de la route, lui fait comprendre qu'il a affaire au Président de la République.

En octobre 2013, peu de temps après cet incident nocturne, Landry découvre un peu plus encore les risques du métier suite à la publication d'un article intitulé *«Les éléments du Général Noureddine Adam copieusement tabassés au Camp de Roux ?»*.

Le papier informe les Centrafricains sur la manière dont les éléments de la sécurité du Général auraient été neutralisés et emmenés par la Garde présidentielle de Michel Djotodia, pour avoir refusé à ce dernier l'accès au domicile du premier qui aurait refusé de passer le service à son remplaçant au ministère de la Sécurité publique, M. Binoua.

Le courroux suscité par la publication de cet article débouche sur une convocation datée du 4 octobre 2013 invitant le DP Landry Ngokpélé à se rendre au Comité Extraordinaire de Défense des Acquis de la Démocratie (CEDAD), dont le Général est le Directeur Général.

Après diverses hésitations et suite à de multiples relances téléphoniques des collaborateurs du Général, Landry se présente plutôt à la caserne des sapeurs-pompiers où un autre général, a pris ses quartiers. Après un bref entretien avec ce dernier, il est pris en charge par deux hommes qui doivent le conduire auprès du Général.

Sur la route, de force, on lui place une cagoule sur la tête. Lorsqu'on la lui retire, il se trouve dans un petit local où deux individus visiblement à bout de force sont couchés à même le sol, respirant avec difficulté.

Quelques instants plus tard, Landry se retrouve devant le Directeur général du CEDAD. L'entretien est musclé. Le journaliste ne peut retenir ses larmes. Il croit son heure venue. Le Général veut connaître le nom des informateurs du journal. Face au refus de Landry, le patron du CEDAD téléphone à M. Binoua, qui dit être en face du Chef de l'Etat de transition.

Binoua fait la morale au directeur de publication et décide de le relâcher.

Bien qu'il reconnaisse avoir eu la frayeur de sa vie, Landry Ngokpélé pense qu'il en faudrait davantage pour le convaincre d'arrêter l'exercice de son métier.



Johnny Vianney

Bissakonou

Coordonnateur média, ONG
Invisible Children

Johnny Vianney Bissakonou est jeune animateur à la radio confessionnelle ESCA Voix de la Grâce quand l'Association centrafricaine pour le Marketing sociale (ACAMS) vient le chercher pour coanimer

«Cent pour cent jeunes», une émission hebdomadaire destinée à l'éducation des jeunes sur la santé de la reproduction et le VIH/sida. Diffusée sur les ondes de Radio Ndeke Luka, l'émission lui sert de tremplin pour décrocher un poste d'animateur au sein de la station. Il est vite repéré par l'ONG Invisible Children arrivée en RCA en août 2013 pour lutter contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) en encourageant les jeunes à quitter ses rangs. L'ONG va ouvrir une station de radio à Zémio, dans le sud-est du pays et elle cherche un animateur. Johnny accepte de relever le défi.

Novembre 2013

«*Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire*», doit se dire, aujourd'hui encore, Johnny Vianney Bissakonou. Parvenu à faire son trou à force de travail dans l'univers impitoyable des médias, il est contraint de s'exiler après avoir subi un pillage, diverses menaces et même une tentative d'assassinat.

Parallèlement à son travail avec Invisible Children, Johnny anime son blog, suivi par un public national et international de plus en plus nombreux et soucieux de s'informer sur les réalités de la guerre qui déchire la RCA depuis quelques années. Johnny y parle notamment des exactions commises par les hommes de la coalition Seleka qui renverse le président François Bozizé, le 24 mars 2013.

Johnny explique : »En novembre 2013, un général de la Seleka m'a appelé pour me dire, je cite: «Ce n'est pas parce qu'on vient du maquis qu'on est

tous des analphabètes. Ce que tu écris et ce que tu dis sur le pays, nous sommes au courant. Je te conseille d'arrêter de ternir l'image du pays, cela ne te rapporte rien tout comme si je te tue cela ne me rapporte rien».

«Dans la nuit du 08 au 09 Décembre 2013, poursuit Johnny, des éléments de la Seleka ont défoncé notre porte et ont assassiné mon jeune frère. Ils ont aussi emporté nos albums photos. Toute ma famille était alors partie trouver refuge à l'aéroport Bangui M'Poko. C'est là que j'ai dû fuir la RCA, aidé par des confrères avec qui je collaborais. J'ai pu être exfiltré de Bangui pour rejoindre le Cameroun. De là, je suis parti à Paris».

Meilleures pratiques

Etre kidnappé ou enlevé est certainement l'une des expériences les plus terrifiantes que peut vivre un journaliste. Par conséquent, une évaluation des risques et la mise sur pied de plans d'urgence s'avèrent indispensables si un journaliste croit qu'il/elle pourrait être la cible d'un assassinat ou d'un enlèvement. Plusieurs choses peuvent être faites pour atténuer les risques (voir ci-dessous). Mais dans certains cas, l'unique option envisageable pourrait être de quitter le pays.

- Eviter les rendez-vous tard la nuit
- S'assurer en voyageant, que quelqu'un de confiance dispose de toutes les informations concernant votre voyage et que vous avez tous les documents nécessaires, permis, cartes de presse, etc.
- Eviter de disposer d'un emploi du temps régulier lorsque vous êtes dans des zones à haut risque - changer constamment d'itinéraires, d'horaires
- Si vous utilisez un véhicule, s'assurer que votre chauffeur ou vous-même (si c'est vous qui conduisez) connaît l'itinéraire et que vous avez suffisamment de carburant
- Faites l'effort d'éviter de travailler ou de voyager seul
- Faites toujours connaître à vos collègues et votre famille où vous allez et quand vous envisagez de rentrer
- Ne pas communiquer vos plans exacts de voyage aux personnes que vous ne connaissez pas.

Il existe des situations où le journaliste est en danger, mais a toujours la chance de pouvoir envoyer un message à ses contacts clés. Il est donc nécessaire de définir à l'avance des codes qui pourraient communiquer le message, même s'il est sous contrôle. Le code devrait être quelque chose qui paraisse normal au ravisseur, mais que le journaliste n'utilisera pas normale-

ment. Par exemple, mentionner un parent décédé pourrait être le code pour « danger de mort ».

L'Institut International pour la Sécurité des Informations (INSI) a également produit quelques lignes directrices qui pourraient être utiles aux journalistes pour survivre en cas d'enlèvement: <http://www.newssafety.org/safety/advice/abduction-and-kidnap/>

2.4 Equipement et effets personnels détruits ou volés

Certains cas d'agression sont également combinés avec le vol et/ou la confiscation des équipements professionnels tels que les caméras, les enregistreurs. Parfois, l'on assiste au vol des effets personnels du journaliste tels que de l'argent en espèces, les cartes nationales d'identité et les téléphones portables. Voici deux illustrations de ces incidents.



Davy Kpenouwen
Directeur, Le Pays

Davy Kpenouwen a brièvement étudié la biologie avant de faire ses premiers pas professionnels dans le secteur de l'hydraulique. Rien ne le prédestinait donc au métier de journaliste qu'il découvre en devenant rédacteur au bi-hebdomadaire « Le Patriote » puis au quotidien « Ag-

bangba » dit « L'évènementiel ». Nanti de cette expérience, il décide de créer, en août 2011, son propre journal, « Le Pays ». Pour perfectionner son projet, Davy Kpenouwen bénéficiera d'une bourse en Egypte pour suivre une formation sur les médias de masse.

Août 2013

Jeune directeur de publication dynamique, Davy Kpénouwen a des idées plein la tête pour son journal. Mais c'est sans compter les vicissitudes de la crise centrafricaine qui le frappent de plein fouet moins de deux ans après sa création. En effet, à peine a-t-il trouvé un siège pour son journal et entamé sa «modernisation» qu'éclate la crise de décembre 2012 conduisant à la prise du pouvoir par la coalition Seleka.

Le 2 août 2013, Davy reçoit un appel téléphonique du Procureur de la Ré-

publique. Il doit se présenter dans son bureau pour y être confronté au fils du PDG de BADICA, une société du secteur minier. Ce dernier lui reproche d'avoir «*sali son papa*» dans un article rédigé par une «*main invisible*». A l'issue de la rencontre, il reçoit un appel du directeur général de la police centrafricaine le convoquant pour le lendemain.

Refusant de répondre à la convocation, l'escalade des intimidations se poursuit. Le 5 août, c'est un ministre d'Etat qui le contacte.

Ce cache-cache téléphonique va durer jusqu'au 16 septembre. Ce matin-là, à 9h, un homme affirmant travailler pour Médecins sans frontières (MSF) à Bouca arrive au siège du journal. Il vient proposer des informations et des images de crimes odieux perpétrés par la coalition Seleka. Alors qu'ils sont en pleine conversation, un pick-up transportant quatre éléments seleka entre dans la propriété. Un colonel en descend. Celui-ci l'informe qu'il doit se rendre à «*une causerie avec le ministre*».

Conduit *manu militari* en face de l'Institut Pasteur, Davy attendra 45 mn avant de voir arriver le Procureur à bord d'un taxi, qui ordonne qu'il soit ramené à sa rédaction : «*Ils ont biaisé la procédure, mais demain tu iras au tribunal en citation directe*».

Davy Kpenouwen ne fera pas le déplacement du tribunal. Le Procureur se contentera de confier au président du Groupement des éditeurs de presse privés/indépendants (GEPPIIC) intervenu dans l'affaire : «*il a exagéré dans son article*».

Le 3 février 2014, il est 19h quand la rédaction déserte du *Pays* reçoit la visite de trois hommes apparentés aux miliciens anti-balaka. Ils tiennent le gardien en respect et parviennent à emporter le matériel informatique du journal. Ce vol contraint *de facto* Davy à se séparer de trois rédacteurs sur huit.

Désormais et en raison de ces multiples menaces et péripéties, la parution du «*Pays*» est un peu plus irrégulière.



Mathurin Momet

Directeur, Le Confident

Une taille bien supérieure à la moyenne nationale, une voix grave et un penchant naturel à parler haut et fort, voilà les signes distinctifs de Mathurin Momet. Cet indépendant d'esprit a fait des études de cinéma qui le conduisent à effectuer des stages dans toutes les services du ministère de la Communication. Mais, contrairement au commun des jeunes centrafricains, il refuse d'entrer, comme on dit, dans la fonction publique et devient correspondant du Bulletin

d'Information Africaine, publication d'une congrégation belge.

Le 18 octobre 2001, il fonde non pas un cinéma mais plutôt un journal quotidien dénommé « Le Confident ». «Le journal est moins coûteux que le cinéma» explique-t-il. Ligne éditoriale sans parti pris, il parvient en peu de temps à faire du « Confident » un des quotidiens de référence en RCA. Doté d'un siège et pouvant compter sur une équipe de rédaction et un service commercial, « Le Confident » détonne dans un pays où il n'est pas rare de trouver des titres dont la rédaction tient dans l'attaché-case du directeur.

Février 2014

La crise que subit la RCA depuis décembre 2012 n'est pas de tout repos pour Mathurin Momet qui a réussi la performance de hisser « *Le Confident* » au même niveau que sa taille et son verbe : haut.

Mais la réussite du *Confident* n'est pas sans revers. Lorsque les rebelles de la Seleka s'emparent de Bangui le 24 mars 2013 pour installer Michel Djotodia au pouvoir, « *Le Confident* » n'échappe pas à la vague de pillages qui secoue la capitale centrafricaine. Sa rédaction est mise à sac et l'essentiel du matériel emporté par des hommes armés.

Mais il en faut plus pour venir à bout de la ténacité de son directeur, qui se débrouille pour être dans les kiosques dès la reprise des activités, avec des titres et des articles toujours aussi percutants. «*Les ex-Séléka doivent démissionner du gouvernement*», titre-t-il le 7 février 2014, estimant qu'«*en dix mois de règne, il [Djotodia] a excellé dans les tueries et pillages dix fois plus que son prédécesseur*» et que «*tous les moyens militaires et judiciaires doivent être utilisés pour les [seleka] réduire à leur plus simple expression*».

Ces manchettes dérangent le nouveau pouvoir. Rapidement, « *Le Confident* » va recevoir des visites nocturnes... Les appels anonymes se multiplient, menaçant de «correction» physique cet organe et son directeur considérés comme des «récidivistes». «*On ne veut pas envoyer les enfants à la boucherie*», explique Mathurin Momet, qui décide de retirer l'enseigne permettant de localiser le journal. Il est vrai qu'en publiant des articles relatant des exactions imputées aux milices anti-balaka, le « *Confident* » s'est attiré des appels anonymes de la part de ces dernières qui «*ont répliqué les mêmes trucs que les seleka*».

Meilleures pratiques

Notez vos contacts au cas où votre téléphone/ordinateur est volé, détruit ou déchargé. Faites une évaluation pour savoir si l'utilisation de certains équipements peut être une cible pour les bandits dans un environnement non sécurisé, et ayez plutôt recours au stylo et à la bonne vieille feuille de papier. Les choses supplémentaires à considérer comprennent :

- Comment devez-vous conserver votre information et/ou votre matériel?
- La perte ou la confiscation de votre matériel met-elle la vie des personnes en danger?
- Comment allez-vous acheminer votre matériel en dehors de votre lieu habituel de travail? Vous pourriez penser à avoir une clé USB supplémentaire, sauvegarder les informations importantes sur le disque, ou même vous l'envoyer par e-mail.

2.5 Stress et questions psycho-sociales

Travailler dans une zone de conflit peut être stressant pour toute personne. Et si vous êtes un journaliste qui vit et travaille dans une telle zone, en couvrant jour et nuit ce conflit, alors les facteurs de stress sont vraiment réels. Pour la plupart des journalistes centrafricains, il n'y avait aucun répit par rapport au conflit ou à leur travail. Certains d'entre eux vivaient d'ailleurs dans les camps des personnes déplacées, d'autres étaient séparés de leur famille, ce qui en rajoutait à une situation déjà bien stressante.

Chacun réagit et gère le stress et les facteurs de stress à sa manière. Certains peuvent être affectés immédiatement tandis que d'autres auront besoin des jours, semaines, mois, voire même des années pour sentir les effets ; et d'autres encore pourraient même ne pas être affectés. Les journalistes qui, soit prétendent être, soit paraissent les plus imperturbables face à un événement, pourraient être en réalité les plus touchés. D'autres pourraient avoir développé les mécanismes leur permettant de gérer la tragédie et seraient ainsi moins affectés. Les problèmes personnels peuvent exacerber la réaction des individus. Vos collègues peuvent montrer des signes lorsqu'ils ont particulièrement été affectés. La fatigue, l'irritabilité et les excès de colère sont les trois états courants que l'on observe généralement à l'intérieur ou à l'extérieur des salles de rédaction. Les rédacteurs en chef, de même que les reporters devraient être encouragés à écouter et surveiller ces signaux d'alerte.³

Chaque journaliste en RCA a eu à gérer certains types de facteurs de stress. Qu'il s'agisse de la perte d'un être cher, d'être contraint de s'enfuir, de vivre dans un camp des personnes déplacées, d'être séparé de sa famille, d'être menacé de mort ou simplement de couvrir le conflit avec tout le stress que cela comporte. Tous les journalistes présentés dans ce livret ont été confrontés à des niveaux de stress incroyablement élevés. Chacun a différentes façons d'affronter ce stress et de relever les défis que constitue chaque journée. Pour des managers de média comme Sylvie Panika, son stress a été renforcé du fait qu'elle gérait en plus le stress de ses collègues.



Sylvie Jacqueline Panika

Directrice, Radio Ndeke Luka

Après avoir fréquenté l'École nationale des Arts (ENA), Sylvie Panika fait ses armes à Radio Centrafrique au milieu des années 90. Elle quitte la radio d'état pour rejoindre, dès sa création, la grande aventure de Radio Ndeke Luka, reprenant le flambeau de Radio MINURCA (Mission

des Nations Unies en République Centrafricaine). Journaliste de terrain puis rédactrice en chef, Sylvie en deviendra la directrice en 2012.

Mai 2013

Sylvie Panika, l'une des rares femmes à diriger un média en RCA, a, aux sens propre comme au sens figuré, les épaules qu'il faut pour résister aux pressions et menaces subies par l'ensemble du personnel de Radio Ndeke Luka (RNL), l'unique station commerciale et indépendante du pays.

Nommée à la direction de la radio après avoir bénéficié du coaching nécessaire de la Fondation Hirondelle, initiatrice de Ndeke Luka, Sylvie n'attendra pas longtemps avant de subir son baptême du feu.

En effet, confrontés à la progression rapide de la coalition Seleka vers Bangui, des proches du président Bozizé accentuent la pression sur l'équipe de la radio. *«Vous êtes des Centrafricains, vous dites que c'est une radio de paix. Bientôt on va s'occuper de vous»*, promet l'un d'entre eux fin mars 2013, quelques jours avant la prise de Bangui par les seleka. Un climat de panique s'installe au sein de la rédaction.

Les relations de la radio ne seront pas meilleures avec le nouveau pouvoir, dont certains éléments pillent la radio dès leur entrée dans la capitale. *«Vous ne maîtrisez rien!»*, lance Sylvie Panika à Michel Djotodia, Chef d'Etat de la transition, qui reçoit la presse lors de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse du 3 mai 2013. *«Vous êtes culottée!»*, lui rétorquent quelques appels anonymes dans les jours qui suivent.

Et lorsque son chemin croise, par le hasard d'un voyage, celui du directeur adjoint du Comité Extraordinaire pour la Défense des Acquis Démocratiques (CEDAD), l'amabilité exprimée par ce dernier se passe de commentaires : *«On*

va s'occuper de vous! Vous ne vérifiez pas vos informations, vous mentez, vous racontez n'importe quoi».

Dans la foulée, Sylvie Panika doit répondre à une convocation de la Section des Recherches et d'Investigation (SRI) de la gendarmerie et à une autre du CEDAD. La première concerne une plainte de M. Narkoyo suite à laquelle des enquêteurs se rendent à la radio fin novembre 2013 pour éclairer le traitement du meurtre d'un militaire lors des séances d'entraînement pour le défilé du 1er décembre (fête nationale). La seconde faisant suite à la diffusion d'un reportage consacré à l'existence d'une prison dans les locaux du CEDAD. En présence du chef de projet et du conseiller éditorial de la Radio, des menaces sont proférées, annonçant notamment l'intention de «*détruire la radio*».

En mars 2014, l'Association des cadres musulmans écrit au Secrétaire général des Nations Unies pour lui signaler que «*Radio Ndeke Luka continue de mener une campagne d'intoxication contre les Musulmans*».

En plus des menaces qui la visent personnellement, Sylvie doit aussi gérer le stress des autres membres de la rédaction. Cinq d'entre eux sont l'objet de menaces en tous genres tout au long de l'année 2014.

Mais solide comme un rock, la directrice garde le cap de l'indépendance faisant plus que jamais de Ndeke Luka, l'oiseau de bon augure.

Meilleures pratiques⁵

Au tout début de la crise, face aux tensions, la réaction humaine normale comprenait l'obligation de modifier la routine professionnelle quotidienne pour rester extrêmement concentré sur son travail. Ces premiers jours sont désignés par certains comme la « phase héroïque » et résultent d'efforts presque surhumains. Cependant, au fur et à mesure que la crise évoluait, cette réponse initiale a donné lieu à l'épuisement, à la dépression, aux relations distendues avec la famille et les amis, à l'abus d'alcool et peut-être même aux désordres du stress post-traumatique. Le plus important dans le combat de ces effets psychologiques négatifs, c'est d'avoir conscience des modalités et des effets du stress sur vous et de prendre les mesures appropriées.

Pendant la crise elle-même, il est important de consacrer du temps à la réflexion sur la manière avec laquelle la situation pourrait impliquer personnellement les journalistes, leur famille et leurs amis, et de s'assurer que les besoins vitaux élémentaires pourront être satisfaits. Car, dans les situa-

tions d'urgence, ces besoins élémentaires personnels sont parfois négligés. Pendant les premiers jours, il est possible de ne dormir que quatre ou cinq heures par nuit et de vivre en manquant de nourriture ou de boisson; mais très rapidement l'absence de ces exigences élémentaires pourrait affecter le physique, déboucher sur une faible effectivité et entraîner des conséquences négatives à long terme.

Il sera difficile pour certains de tourner la page, de se reposer convenablement et de faire une pause par rapport aux événements, même en trouvant une place sûre pour se reposer ou prendre un repas avec la famille. De telles pauses ne nécessitent pas de quitter le lieu de l'événement traumatisant, mais nécessitent d'être dans un environnement présentant des conditions de sécurité physique et d'avoir le temps pour la socialisation avec les autres personnes. Cela peut aider de parler aux amis, à la famille ou aux collègues de certaines expériences stressantes qu'on a vécues ou dont on a été témoin. Mais l'esprit a également besoin du temps pour enregistrer ce qu'il a vu et ne pas parler de la situation pourrait également être bénéfique pour le processus de reconstitution. En effet, dans certains cas, parler d'une expérience vécue pourrait signifier la revivre et, en conséquence, simplement empirer la situation. Ce n'est pas tout le monde qui veut parler de ses expériences.

Si la situation perdure pendant quelques jours, alors il faut envisager, si possible, de passer le relais aux collègues ou d'être évacué vers un lieu plus sûr ou moins traumatisant pendant un certain temps pour des besoins de repos. Le journaliste doit rester conscient et connaître le moment où il faut se désengager d'une histoire et la passer à un autre collègue en cas de besoin.

Même après la fin de la crise ou s'il s'agit d'un événement à long terme, la gestion du stress est nécessaire. Dans l'urgence de la crise, une attention devrait également être accordée aux activités de la vie quotidienne tout comme d'établir un style de vie sur le long terme afin d'équilibrer le traumatisme vécu et offrir ainsi à l'esprit une chance de s'adapter. Cela pourrait être bénéfique de parler avec les collègues de confiance à propos de son expérience et recueillir leurs avis sur leurs expériences vécues dans les circonstances identiques. Parfois, cela pourrait aider de recourir à la spiritualité pour surmonter les événements vécus pendant la crise. L'une des choses importantes à retenir c'est que le travail mené dans des circonstances si difficiles pour informer la communauté et le monde entier constitue la mission la plus significative du journaliste.

3. Le journalisme sensible au conflit pour les journalistes centrafricains

En plus de devoir gérer les agressions physiques, les menaces et le stress, les journalistes couvrant les conflits doivent également continuer à faire leur travail. Cela signifie couvrir le conflit dans leur pays de manière éthique, professionnelle et équilibrée, toute chose qui représente un énorme défi lorsque l'on couvre le conflit dans son propre pays.

Afin de pouvoir effectivement couvrir un conflit, un journaliste devrait tout d'abord comprendre ledit conflit - les origines d'un conflit, le rôle des médias dans le conflit et comment les journalistes font des reportages davantage responsables. Ci-dessous se trouvent quelques astuces pouvant aider les journalistes à couvrir les conflits de manière sensible au conflit. Ces astuces ont été tirées de l'édition spéciale du manuel du journalisme sensible au conflit produite par IMS pour la RCA. Pour des informations complémentaires, télécharger gratuitement le manuel entier : <http://www.mediasupport.org/wp-content/uploads/2014/06/final-car-report.pdf>

Meilleures pratiques

3.1 La compréhension d'un conflit

Un conflit est une situation où deux ou plusieurs individus ou groupes poursuivent des objectifs ou des ambitions qu'ils ne pensent pas pouvoir partager avec l'autre camp.

Tout conflit n'est pas obligatoirement violent. Le conflit survient souvent lors d'un changement. Certains veulent le changement, alors que d'autres s'y opposent. Si leur désaccord ou leur conflit sont traités paisiblement, le processus peut alors être positif. Mais quand le conflit n'est pas géré correctement, il devient violent. Dans une situation de conflit violent, les gens craignent pour leur sécurité et leur survie. Quand nous parlons de conflit, nous parlons en général de conflit violent.

Quelles sont les causes d'un conflit ?⁶

Où que l'on soit dans le monde, on peut prévoir un conflit là où :

- Les Ressources sont peu abondantes et réparties injustement. Par exemple dans le domaine de l'alimentation et du logement, dans l'emploi ou dans le domaine foncier.
- Il y a peu ou aucune communication entre les deux groupes.
- Les groupes ont des idées fausses ou des préjugés les uns sur les autres.
- Ils existent des tensions anciennes non résolues.
- Le pouvoir est inégalement réparti.

Considérez les sources probables de conflit dans votre pays. Considérez les causes qui ont rendu le conflit violent.

Comprendre la violence⁷

Un conflit physique violent est facilement identifié et décrit par les journalistes. Des individus ou des groupes en conflit essayent de se blesser ou de tuer, et il y a des victimes. Mais il peut y avoir d'autres sortes de violence qui sont dévastatrices pour une société et qui pour un journaliste sont plus difficiles à identifier et à expliquer.

La violence culturelle peut être la façon dont un groupe a considéré un autre groupe pendant de nombreuses années. Il peut inclure des discours, des images ou des croyances qui glorifient la violence physique. Ceux-ci incluent :

- Le discours de haine : Différentes ethnies ou groupes culturels parlent péjorativement les uns des autres. L'un des groupes accuse l'autre d'être la cause des difficultés ou des problèmes qu'il subit. L'emploi de la violence est encouragé pour éliminer le groupe accusé.
- La xénophobie : La haine ou la peur d'un peuple ou d'un pays envers un autre pays crée des perceptions erronées et encourage une politique favorisant un conflit avec ce pays.
- Les mythes et légendes sur les héros de guerre : une société dont les chansons populaires et les livres d'histoire glorifient les victoires anciennes d'un camp peut engendrer une haine pour l'autre camp.
- Des justifications religieuses de la guerre : Une intolérance extrême vis-à-vis d'autres croyances peut provoquer des conflits.
- La discrimination sexuelle : Permettre des pratiques et des lois

discriminatoires envers les femmes est une forme de violence.

La violence structurelle est la discrimination intégrée dans les lois et le comportement traditionnel d'un groupe ou d'une société. Cette discrimination peut être permise ou ignorée. Elle peut inclure :

- Le racisme ou sexisme institutionnalisé : les lois et les pratiques qui permettent un traitement injuste basé sur la race ou le sexe.
- Colonialism : un pays a perdu son autodétermination. Une autorité étrangère a acquis par la force le contrôle de tout processus décisionnel.
- L'exploitation extrême : par exemple, l'esclavage
- La pauvreté : La cause principale des conflits violents dans le monde.
- La corruption et le népotisme : les décisions gouvernementales sont influencées ou prises dans un contexte de corruption, de favoritisme et de relations familiales ou tribales.
- La ségrégation structurelle : Des lois qui obligent les gens à vivre en groupes isolés ou dans des endroits bien définis.

Il est extrêmement important d'identifier ce genre de violences dans un reportage analytique sur un conflit. Elles sont souvent la cause réelle d'une violence physique directe. Mettre fin à la violence physique ne sera pas suffisant. Elle réapparaîtra si la violence culturelle et structurelle est ignorée.

Considérez votre pays : y trouve-t-on une violence culturelle et structurelle ? Est-ce que les médias en parlent ? Les victimes ont-elles droit à la parole dans les médias ?

3.2 Le pouvoir des médias dans une situation de conflit

Pratiquement toutes les sociétés ont développé des façons de régler leurs conflits sans violence. Le plus souvent, la communauté donne à une personne impartiale - un sage du village, un juge ou un tribunal international - l'autorité de trouver une solution au conflit. La décision est respectée par tout le monde. Si les décisions semblent injustes et ne sont pas acceptées, le conflit peut devenir violent.

De nombreux professionnels, tels les conseillers, les leaders de communauté, les diplomates, les négociateurs et les scientifiques, ont fait des études approfondies pour trouver la meilleure façon de mettre fin à un con-

flit violent. Ces professionnels ont découvert que dans n'importe quel conflit – que ce soit au sein d'une famille, ou entre voisins, ou entre des groupes d'un même pays ou de pays limitrophes - certains éléments doivent être mis en place pour mettre fin au conflit. Le conflit ne s'arrête pas de lui-même.

Un des éléments les plus importants à mettre en place est la communication.

Pour que deux protagonistes dans un conflit puissent évoluer vers une résolution non violente, ils doivent d'abord se parler. C'est là où le bon journalisme entre en jeu.

3.3 Le journalisme sensible au conflit

Certains journalistes disent : « Ce n'est pas à nous de prendre la responsabilité de ce qui arrive quand nous rapportons certaines informations. Nous faisons un reportage sur un conflit de la même manière que nous couvrons un match de football - nous le décrivons tout simplement. » Mais ce n'est pas suffisant pour le journalisme sensible aux conflits.

Beaucoup de journalistes reconnaissent aujourd'hui que nous sommes plus que de simples spectateurs professionnels et diffuseurs de faits. Nous sommes conscients que d'autres gens savent comment créer des faits pour que nous les publions. Ils ont une stratégie médiatique. Ils présentent aux médias certains faits qu'ils ont choisis et utilisent ainsi les médias pour influencer l'avis du public sur un conflit. Les bons journalistes savent qu'il n'y a pas de fait brut.

Si nous diffusons seulement les faits bruts d'un conflit violent, les citoyens comprendront seulement le conflit en ces termes. Mais si nous cherchons des informations allant au-delà des faits bruts et présentons plus d'information aux citoyens, y compris des solutions possibles, ils pourraient alors voir le conflit en termes différents. Si une voiture piégée a explosé hier, nous ne devons pas nous contenter de l'annoncer et répéter le discours habituel des leaders. Nous devons aussi montrer comment cela a affecté la vie des gens ordinaires et demander leurs avis sur le conflit. Nous devons aussi faire des reportages sur les nouvelles tentatives déployées pour mettre fin au conflit et fournir les informations qui mettent les faits bruts en relief.

Les nouvelles que nous rapportons peuvent être destructives pour une communauté, si elles privilégient la peur et la violence. Nos informations peuvent par contre être constructives, en informant mieux les citoyens et

par là-même les sécurisant, avec des reportages sur les efforts faits pour promouvoir la réduction du conflit. C'est le journalisme sensible aux conflits.

Un journaliste sensible aux conflits procède à une analyse du conflit et cherche des nouveaux points de vue et de nouvelles idées sur le conflit. Il ou elle doit parler des personnes qui essayent de résoudre le conflit, examiner de près toutes les parties en présence et rapporter comment d'autres conflits semblables ont été résolus. Un journaliste sensible aux conflits ne prend pas parti, mais s'engage dans la recherche de solutions. Les journalistes sensibles aux conflits choisissent leurs mots avec précaution.

3.4 Les normes professionnelles

- Évitez de décrire un conflit comme n'ayant que deux faces opposées. Trouvez d'autres intérêts également affectés par le conflit et incluez leurs histoires, leurs opinions et leurs buts dans vos reportages. Interviewez des commerçants affectés par la grève générale, des ouvriers qui sont empêchés de travailler, des réfugiés de la campagne qui veulent la fin de la violence, etc.
- Évitez de définir le conflit en citant toujours les leaders et leurs revendications habituelles. Allez au-delà des élites. Rendez compte du discours des gens ordinaires qui peuvent exprimer des opinions partagées par beaucoup d'autres.
- Évitez de parler uniquement de ce qui divise les différents protagonistes du conflit. Posez aux parties opposées des questions qui pourraient mettre à jour une base de négociation. Faites des reportages sur des intérêts ou des objectifs qu'elles pourraient avoir en commun.
- Évitez de toujours vous concentrer sur la souffrance et la peur d'un seul camp. Traitez la souffrance de tous les camps comme ayant une valeur journalistique égale.
- Évitez des mots comme dévasté, tragédie et terrorisé pour décrire ce qui a été fait à un groupe. En utilisant ce genre de mots, le journaliste perd sa neutralité. Ne les utilisez pas vous-même. Citez seulement quelqu'un d'autre qui utilise ces mots.
- Évitez des mots émotifs et imprécis. Un assassinat est le meurtre d'un chef d'Etat et personne d'autre. Un massacre est le meurtre délibéré de civils innocents, désarmés. Les soldats et les policiers ne sont pas massacrés. Un génocide signifie le meurtre de tout un peuple. Ne minimisez pas la souffrance mais utilisez des termes forts avec précaution.
- Évitez des mots comme terroriste, extrémiste ou fanatique. Ces mots

ne sont pas neutres et placent l'autre partie hors de portée pour des pourparlers. Appelez les gens par le nom qu'ils se donnent eux-mêmes.

- Évitez de faire d'une opinion un fait. Si quelqu'un proclame quelque chose, citez le nom de la personne, de façon à ce que ce soit son opinion qui est exprimée et non un fait cité par vous.
- Évitez d'attendre que les leaders d'une des parties avancent des solutions. Penchez vous sur toutes les propositions de paix quelle que soit leur origine. Présentez ces idées aux leaders et publiez leurs réponses.

Comme journalistes, nos outils les plus puissants sont les mots que nous utilisons. Et les images et les sons. Nous pouvons utiliser nos outils pour établir une compréhension plutôt que des craintes et des mythes.

3.5 Techniques pratiques pour le quotidien

La pratique quotidienne du bon journalisme contient automatiquement plusieurs éléments de résolution de conflit :

1. Le bon journalisme canalise la communication :

Les mass media représentent souvent les canaux de communication les plus importants qui existent entre les protagonistes d'un conflit. Parfois les médias sont utilisés par un des protagonistes pour diffuser des messages intimidateurs. Mais bien souvent, les parties en cause se parlent par le biais des médias ou de journalistes privilégiés.

2. Il instruit :

Chaque camp doit connaître les difficultés de l'autre camp pour pouvoir évoluer vers une réconciliation. Le journalisme qui sonde les difficultés particulières de chaque camp en ce qui concerne sa politique ou ses intérêts primordiaux, peut instruire l'autre camp et l'aider à éviter d'avancer des demandes de solutions simplistes et immédiates.

3. Il aide à la consolidation d'une confiance mutuelle :

Le manque de confiance est un facteur principal contribuant à l'éclatement d'un conflit. Les médias peuvent réduire la suspicion en enquêtant sur des sujets brûlants, puis en les exposant au grand jour, révélant ainsi qu'il n'y a pas de secrets à craindre. Le bon journalisme peut aussi présenter des informations montrant qu'une solution est possible en donnant des exemples provenant d'autres endroits et en expliquant les efforts déployés localement pour arriver à une réconciliation.

4. Il corrige les perceptions erronées :

En examinant et en rapportant les perceptions erronées que chaque camp peut avoir l'un sur l'autre, les médias encouragent les protagonistes à revoir leurs préjugés et à évoluer vers une réduction du conflit.

5. Il humanise le conflit :

Apprendre à connaître l'autre camp, en lui donnant des noms et des visages, est un pas essentiel. C'est pourquoi les négociateurs mettent les deux camps dans la même pièce. Le bon journalisme le fait aussi en mettant de vraies personnes dans ses reportages et en décrivant comment le problème les affecte.

6. Il identifie les intérêts sous-jacents :

Dans un conflit, les deux camps doivent comprendre les intérêts primordiaux de l'autre. Le bon reportage le fait en posant des questions dures ayant pour but d'exposer le contenu réel des discours faits par les leaders. Le bon reportage regarde aussi au-delà des intérêts des leaders et se préoccupe des intérêts des plus grands groupes.

7. Il fournit un exutoire salutaire aux émotions :

Dans la résolution d'un conflit, chaque camp doit avoir un exutoire où il peut exprimer ses griefs ou ses colères, sinon il risque d'exploser et d'aggraver la situation. Les médias peuvent fournir des exutoires importants en permettant aux deux camps de s'exprimer. Un grand nombre de batailles peuvent se dérouler dans les médias plutôt que dans les rues, et le conflit peut être appréhendé avant qu'il ne devienne violent.

8. Il redéfinit le conflit :

Présenter le problème à la source d'un conflit d'une façon différente peut réduire les tensions et lancer des négociations. Dans le bon journalisme, les rédacteurs et les journalistes cherchent toujours un angle différent, une vue alternative, une nouvelle approche qui maintiendront l'intérêt du public pour la même histoire. Le bon journalisme peut aider à recadrer les conflits pour chaque camp.

9. Il aide à sauver la face, à élaborer un consensus :

Quand deux parties essaient de résoudre un conflit, elles doivent apaiser les craintes de leurs partisans. En diffusant ce que disent les leaders lors d'un conflit, les médias leur permettent de sauver la face et d'élaborer un consensus en atteignant aussi les réfugiés et les exilés résidant dans des pays éloignés.

10. Il aide à trouver des solutions :

Dans un conflit, les deux parties doivent finalement présenter des propositions spécifiques pour répondre à leurs griefs mutuels. Dans son travail quotidien, le bon reporter les aide en demandant aux protagonistes d'exposer leurs solutions au lieu de se contenter de leurs rhétoriques revendicatives. Le bon journalisme suit un processus constant de recherche de solutions.

11. Il encourage un équilibre des rapports de force :

Les groupes en conflit, indépendamment des inégalités, doivent croire que leurs intérêts seront pris en considération s'ils rencontrent l'autre camp pour des négociations. Le bon journalisme encourage les négociations par le biais d'une information impartiale et équilibrée. Il prend en considération les intérêts des deux camps. Il encourage un équilibre des rapports de force dans le but d'entendre les griefs et de chercher des solutions.

1 Pour plus d'informations sur les médias en RCA, bien vouloir consulter la publication de IMS : République centrafricaine : Les médias dans une situation d'urgence complexe".

2 IREX, "Central African Republic Media Sustainability Index", 2012. <http://www.irex.org/resource/central-african-republic-media-sustainability-index-msi>, p. 57.

3 Thierry Khonde, journaliste.

4 Reproduit avec la permission du Centre Dart pour le Journalisme et le Traumatisme: http://dartcenter.org/files/en_tnj_0.pdf

5 Merci au Dr. Paul Beighley, Médecin, pour ses précieuses contributions concernant la gestion du stress.

6 Cette partie est extraite et adaptée de « Un journalisme pour la paix, qu'est-ce que c'est ? Comment le pratiquer ? » d'Annabel McGoldrick et Jake Lynch. L'ouvrage est sur le site www.reportingtheworld.org.uk, appuyez sur « 2003 events », puis Peace Journalism Training ». Le manuel est accessible à partir du bouton en bas à droite.

7 Cette partie est extraite et adaptée de « Un journalisme pour la paix, qu'est-ce que c'est? Comment le pratiquer? » d'Annabel McGoldrick et Jake Lynch. L'ouvrage est sur le site www.reportingtheworld.org.uk, appuyez sur « 2003 events », puis Peace Journalism Training ». Le manuel est accessible à partir du bouton en bas à droite.



Restez informé(e) sur l'actualité des médias
et de la liberté d'expression

mediasupport.org
facebook.com/InternationalMediaSupport
twitter.com/forfreemedia

Soutenez le pluralisme des médias et l'accès
à une information indépendante

panoseurope.org
twitter.com/PanosEurope



Le texte de cette publication est protégé par les droits d'auteur. International Media Support (IMS) est cependant heureux de partager avec vous ce texte, sous licence de la Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International License. Toutes les photos et autres supports visuels sont placés sous licence de IMS par les détenteurs de leurs droits respectifs et ne sauraient être réutilisés sans leur autorisation préalable.

Publié par IMS et Panos Europe en 2015

ISBN 978-87-92209-72-6